

**Décision n° 2008-1191
de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes
en date du 23 octobre 2008
attribuant des ressources en numérotation à
la société IP Directions
(numéros de la forme 01 83 61 MC DU)**

L'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques, et notamment ses articles L.36-7 et L.44 ;

Vu le dossier de déclaration déposé par la société IP Directions (récépissé de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes n° 06-2639 en date du 4 octobre 2006) ;

Vu la décision n° 05-1084 de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes en date du 15 décembre 2005 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation ;

Vu la décision n° 05-1085 de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes en date du 15 décembre 2005 fixant l'utilisation des catégories de numéros du plan national de numérotation ;

Vu la décision n° 06-0360 de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes en date du 16 mars 2006 relative à la durée d'attribution des ressources en numérotation ;

Vu les envois de la société IP Directions reçus le 26 septembre 2008 et le 14 octobre 2008 ;

Vu l'envoi de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes en date du 30 septembre 2008 ;

Après en avoir délibéré le 23 octobre 2008 ;

Décide :

Article 1er - Les numéros de la forme 01 83 61 MC DU sont attribués, jusqu'au 23 octobre 2028, à la société IP Directions (Siren : 490 818 556) pour la fourniture du service téléphonique au public dans la zone de numérotation élémentaire de Juvisy-sur-Orge (Essonne).

Article 2 - La société IP Directions acquitte, pour les numéros attribués à l'article 1^{er}, la taxe prévue à l'article L.44 du code des postes et des communications électroniques susvisé.

Article 3 - Conformément aux dispositions de l'article L.44 du code des postes et des communications électroniques, les numéros attribués à l'article 1^{er} ne peuvent pas être protégés par un droit de propriété intellectuelle ou industrielle. Ils ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes.

Article 4 - Au 31 janvier de chaque année, la société IP Directions adresse à l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes un rapport sur l'utilisation effective des numéros attribués.

Article 5 - Le chef du service Opérateurs et régulation des ressources rares de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au demandeur.

Fait à Paris, le 23 octobre 2008

Le Président

Paul Champsaur